

DEPARTEMENT
DE
MEURTHE-ET-
MOSELLE

Commune d ' A T T O N

PROCES-VERBAL
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 19 Mars 2024
à 20 heures 00

NOMBRE

Conseillers en exercice : 15
Présents : 12
Votants : 15

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf mars, le Conseil Municipal de la Commune d'ATTON, étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence et par délégation, de Monsieur PARMENTELAT Alain, 1^{er} adjoint, et en l'absence de Madame CURINA-PRILLIEUX Marlène, Maire, empêchée
Etaient présents : Mmes PAUCET Nathalie, FABBRI Pascale, LEJEAU Bernadette, DORGET Elodie, MARCHAL Edith, HOUEIX Mickaëlle, PELLENZ Catherine et PETITJEAN Michèle, et Mrs PARMENTELAT Alain, PINTO Marcel, Frédéric RICHARD-MAUPILLIER et PETTA José
Etaient excusés : Mme CURINA-PRILLIEUX Marlène et Mrs BOYER Sébastien et BOFFIN Ludovic
Procurations : Mme CURINA-PRILLIEUX Marlène à Mr PINTO Marcel, Mr BOYER Sébastien à Mme PAUCET Nathalie et Mr BOFFIN Ludovic à Mr PARMENTELAT Alain

<i>Date de convocation : 09 /03/2024</i>	<i>Date d'affichage et de transmission à la Préfecture : 21/03/2024</i>
--	---

DELIBERATION MODIFICATIVE ANNULANT ET REMPLACANT LA
DELIBERATION N° 2024/09 PRISE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL LE 19/02/2024

OBJET N° 07 : FINANCES LOCALES : DECISIONS BUDGETAIRES

Délibération autorisant le maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement (dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent)

Un scrutin a eu lieu, Mr PETTA José a été nommé pour remplir les fonctions de secrétaire.

Monsieur le 1^{er} Adjoint rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales :

Article L 1612-1

"Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent (dépenses réelles d'investissement votées au titre du budget primitif et des décisions modificatives), non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus."

Montant des dépenses réelles d'investissement inscrites au budget primitif 2023 + (hors chapitre 16 : "Remboursement d'emprunts") : 423 350 €

Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur maximale de 105 837.50 €, soit 25 % de 423 350 €

Les dépenses d'investissement concernées sont les suivantes

ARTICLE	MONTANT	NATURE DE LA DEPENSE
2118	4003.20 €	Restauration calvaire
21621	7795.97 €	Création d'un monument (borne romaine)
2158	1788 €	Implantation et marquage du terrain multisports
21538	876 €	Fourniture et pose d'un kit illumination

Total 14 463.17 € (inférieur au plafond autorisé de 105 837.50 €)

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des voix :

DECIDE d'accepter les propositions faites dans les conditions exposées ci-dessus.

Le Maire,
Marlène CURINA-PRILLIEUX

